

Statement

Discours

Department of
External
Affairs



Ministère des
Affaires
extérieures

88/41

À VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCATION

NOTES POUR UNE ALLOCATION

DU TRÈS HONORABLE JOE CLARK,

SECÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

DEVANT LA CHAMBRE DE COMMERCE DE SURREY

WHALLEY, C.-B.

Le 7 septembre 1988

Secretary of State
for
External Affairs

Secrétaire d'État
aux
Affaires extérieures

Canada

Plus que la plupart de leurs concitoyens des autres provinces, les habitants de la Colombie-Britannique ont toujours été conscients des avantages que comporterait le libre-échange avec les États-Unis.

La Canada West Foundation a étudié l'Accord de libre-échange et est arrivée à la conclusion qu'il serait très profitable à l'économie de la Colombie-Britannique. Le Conseil économique du Canada estime pour sa part que la Colombie-Britannique enregistrera grâce au libre-échange une hausse de 3,6 % de sa croissance économique, comparativement à une moyenne nationale de 3 %.

Examinons quelques-uns des éléments de l'Accord de libre-échange:

- tous les droits de douane sur le commerce bilatéral entre nos deux pays seront éliminés sur une période de dix ans;
- la plupart des barrières non tarifaires créées par des règles techniques, par exemple les normes sanitaires, seront abolies;
- pour la première fois dans l'histoire, l'investissement et le commerce des services font l'objet d'un accord commercial international;
- un mécanisme plus équitable, plus efficace et obligatoire est créé pour régler les différends commerciaux.

L'Accord est parfaitement conforme aux obligations que nous avons contractées en adhérant à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce - GATT - qui fixe les règles commerciales internationales. En fait, l'Accord de libre-échange est fondé sur les règles du GATT et offre un modèle de réglementation commerciale dont le reste du monde pourrait s'inspirer.

Cet accord s'inscrit dans le droit fil des efforts que les gouvernements canadiens qui se sont succédé depuis 1930 ont déployés dans le but de libéraliser le commerce international car, faisant partie d'une nation qui compte à peine 25 millions d'habitants éparpillés dans le nord de ce continent, nous savons qu'il nous faut faire du commerce pour prospérer et grandir.

Autrefois fondée sur les ressources premières, l'économie de la Colombie-Britannique connaît actuellement une diversification rapide dont témoigne le dynamisme des secteurs manufacturiers, des services et de la nouvelle

technologie. Or, tant pour le secteur des matières premières que pour les nouvelles industries de la Colombie-Britannique, l'Accord de libre-échange se traduira par de nouveaux débouchés, ainsi que par une prévisibilité et une clarté plus grandes des règles commerciales. La nouvelle réglementation appliquée au commerce des services, le secteur le plus dynamique de l'économie de la Colombie-Britannique, est particulièrement intéressante à cet égard. Elle permettra par exemple aux 10 000 ingénieurs et aux 6 000 experts-conseils en gestion de la province de travailler à des projets ou d'exécuter des contrats aux États-Unis, sans avoir à se plier aux innombrables formalités d'immigration actuellement en vigueur. Les entreprises canadiennes pourront vendre leurs produits et assurer un service après-vente aux États-Unis sans presque plus d'entrave.

Désormais, vous pourrez vous rendre à San Diego ou à Seattle pour y vendre votre dernière invention, y retourner pour l'installer et même y envoyer votre technicien pour la réparer si elle tombe en panne.

L'Accord de libre-échange accroît la prévisibilité et l'ouverture du marché américain pour les matières premières de la Colombie-Britannique. Il élimine les barrières douanières qui entravaient l'exportation de pétrole brut, de gaz naturel et d'hydro-électricité. De plus, il prévoit spécifiquement la poursuite des négociations visant à ouvrir le marché californien à l'électricité de la Colombie-Britannique. Il instaure un mécanisme plus équitable pour la résolution des différends, de sorte que nous n'aurons plus de problèmes comme celui des droits de douane sur le bois d'oeuvre résineux.

Grâce à l'Accord de libre-échange, tous les habitants de la Colombie-Britannique bénéficieront d'une baisse des prix et d'une hausse de l'emploi. L'Accord vous donnera la possibilité de donner le meilleur de vous-mêmes.

Permettez-moi de parler à titre d'habitant de l'Ouest canadien. Grâce au gouvernement progressiste conservateur, l'Ouest canadien a la possibilité de jouer le rôle qui lui revient dans la politique canadienne. Pour cela, le pays devra changer sa vision de l'Ouest, et l'Ouest changer sa vision du Canada.

L'électeur a deux options en politique. La première est de bouter dehors tous ces coquins et leurs politiques avec eux. C'est habituellement ce qu'ont fait les électeurs

de l'Ouest canadien. Nous avons voté contre l'AEIE, contre le Programme énergétique national, contre les tarifs marchandises, contre les droits de douane. Nous faisons habituellement partie de l'Opposition et agissons en conséquence. Peu à peu, nous avons adopté une vision négative de la politique et, pire encore, nous avons acquis le sentiment d'être victimes d'une injustice et sommes devenus méfiants à l'égard des institutions nationales. Nous définissons nos politiques à partir de ce à quoi nous nous opposons.

La deuxième option consiste à utiliser le système de façon positive pour atteindre ses propres buts. D'autres régions ont choisi cette voie depuis longtemps, tout comme des groupes d'intérêts comme les environnementalistes, les partisans de l'égalité de la femme, les avocats du multiculturalisme. Souvent, les buts poursuivis sont louables et, habituellement, les régions qui utilisent le système de façon constructive défendent des intérêts légitimes. Il ne s'agit pas d'établir une distinction entre bons et mauvais objectifs, mais plutôt entre une façon positive et une façon négative de les poursuivre.

Pendant longtemps, l'Ouest canadien a eu le sentiment qu'il n'avait pas le choix. Tout était contre lui: les banques, la Fonction publique, la façon dont le pouvoir et la population étaient répartis dans cet immense pays. Nous avons crié notre malheur sur tous les toits et assommé nos enfants avec des histoires de droits de douane et de tarifs marchandises. Nous avons élus des membres du CCF, du Crédit social et d'autres partis marginaux au Parlement, sacrifiant notre intérêt au besoin de protester; et quand nous en avons eu la chance, nous avons menacé de laisser "les salopards de l'Est geler dans le noir". Ce n'est pas ainsi qu'agissent les gens décidés à obtenir des réformes. C'est plutôt le comportement du marginal en proie à un sentiment de frustration. Et bien qu'elle nous ait permis de nous singulariser, d'attirer une certaine forme d'attention, notre façon d'agir a confirmé notre image de marginaux, et ce même à nos propres yeux.

Nous avons riposté, souvent avec succès. Nous avons forcé les Libéraux à modifier leur programme constitutionnel; nous avons mis fin au Programme énergétique national. Ces campagnes nous ont servi de point de ralliement, mais il s'est créé des alliances pour arrêter les choses, pour faire ressortir les menaces posées à nos ressources et à nos droits. Dans cette région qui s'est toujours considérée comme une minorité, nous nous sommes

tournés vers les politiques nationales pour nous protéger plutôt que pour nous affirmer. Je pense que l'Ouest du Canada a maintenant dépassé cette phase défensive et que nous avons maintenant la possibilité de définir cette nation comme nous aimerions la voir. Notre vue ne l'emportera pas toujours. Nous diminuerions ce pays extraordinaire s'il pouvait se réduire à une seule vision des choses. Nous avons justement souffert que des définitions précédentes du Canada nous aient exclus. Le danger est plutôt que nous devenions si aveuglés par nos vieilles doléances que nous ne voyons pas la possibilité qui nous est donnée de façonner ce pays à notre propre image. Et si nous ne voyons pas cette possibilité, nous ne la saisirons pas.

Plusieurs raisons expliquent l'extraordinaire possibilité qui nous est maintenant donnée. La population et le pouvoir se déplacent vers l'Ouest du Canada. Et le pouvoir accompagne la population: le nouveau Parlement aura treize sièges de plus, dont neuf en Colombie-Britannique et en Alberta. Le pouvoir corporatif s'est fortement déplacé vers l'Ouest. Calgary vient maintenant au troisième rang, juste après Montréal, pour le nombre de sièges de grandes sociétés canadiennes. Il se prend maintenant régulièrement dans l'Ouest de grandes décisions sur l'énergie, l'aviation, la construction et les finances qui affectent l'ensemble du pays, et l'ensemble du monde.

Ensuite, cette possibilité qui s'offre à l'Ouest s'enracine dans les nouvelles tendances internationales du commerce et de la politique. L'Accord de libre-échange avec les États-Unis avantagera l'ensemble du Canada, mais il sera particulièrement utile aux nouvelles industries et à l'esprit d'entreprise de l'Ouest. Et si l'on déborde les États-Unis, les plus grandes possibilités économiques de demain se trouvent en Asie, de l'autre côté du Pacifique. Soixante pour cent de la population mondiale vivent en Asie aujourd'hui; ils seront soixante-et-dix pour cent au début du siècle prochain. Ce qui veut dire que quand nos enfants qui sont déjà à l'école commenceront leur éducation postsecondaire, les deux tiers des citoyens du monde vivront en Asie.

Ces économies sont innovatrices, agressives et axées sur la recherche de partenaires outre-Pacifique. Dans les dix dernières années, le Canada a reçu plus d'immigrants de la région du Pacifique que d'immigrants européens. Nous commerçons plus avec la région du Pacifique qu'avec l'Europe. Cela aussi procure des avantages à toutes les

régions du Canada, mais le commerce avec la région du Pacifique avantage proportionnellement plus l'Ouest du Canada.

Cette nouvelle ère d'opportunité pour l'Ouest du Canada s'explique aussi par le fait que, depuis quatre ans, le gouvernement de Brian Mulroney ne cesse d'éliminer les obstacles à la croissance de cette région. Le PEN a disparu. Même chose pour la TRPG et pour la FIRA. On a commencé la privatisation de Téléglobe, de Canadair, de l'Eldorado nucléaire, de de Havilland, et maintenant d'Air Canada. La législation préparée dans le cadre du document "Aller sans entraves" a mis fin à une discrimination historique entre les taux de fret. Michael Wilson a réduit le déficit pendant quatre années consécutives, et il a suivi des politiques économiques qui nous donnent toujours l'un des meilleurs taux de croissance parmi les membres de l'OCDE. Ce ne sont pas des fins, mais des moyens pour donner aux Canadiens la possibilité d'exceller. Et ces moyens donnent un stimulant tout particulier à l'Ouest du Canada parce que nous avons eu un grand nombre d'obstacles inhabituels à surmonter.

La situation donne donc à l'Ouest du Canada une possibilité inhabituelle de façonner le Canada de demain. Plutôt que de livrer une lutte d'arrière-garde pour défendre nos intérêts régionaux, nous avons la chance d'exercer un leadership national réel et durable. Mais cela nécessite un choix politique. Ou bien nous nous tournons vers l'ensemble du pays et vers ce qu'il peut devenir, ou bien nous nous cantonnons dans notre vieille habitude d'isolationnisme régional? Nous pouvons nous impliquer dans le façonnement des institutions nationales, ou ne pas nous impliquer et traiter les objectifs nationaux comme étant essentiellement contraires aux nôtres.

Le choix est clair. J'ai toujours cru que la meilleure façon de régler les problèmes régionaux est d'influencer les institutions nationales. Même lorsque ces institutions nous défavorisaient, il me semblait préférable de les combattre de l'intérieur. Et maintenant que nous avons prouvé que nos institutions nationales peuvent promouvoir nos intérêts en matière d'énergie, de commerce, de constitution et d'agriculture, nous devrions concentrer notre imagination et notre leadership sur la forme à donner à l'ensemble du pays.

C'est après tout ce que l'Ontario a fait dans les décennies où il définissait notre pays. C'est ce que le

Québec a fait, consciemment, avec confiance, envisageant le séparatisme puis le rejetant, choisissant plutôt de s'associer pleinement au Canada. Lorsque l'Ouest du Canada était sur la défensive, ces affirmations de l'Ontario et du Québec nous semblaient parfois une menace. Maintenant que des possibilités nous sont ouvertes et que nous devons plus confiants et plus matures, nous pouvons appliquer leur expérience à notre propre façon.

Les nations évoluent. Leur situation évolue. Leurs aspirations changent. Le centre du pouvoir se déplace. En Amérique du Nord, le pouvoir s'est toujours déplacé vers l'Ouest - au Canada, de Montréal à Toronto, et maintenant graduellement de l'Alberta à Vancouver. Alors que cette nation se développe, d'autres centres gardent leur force en partageant leur pouvoir, et de nouvelles possibilités surgissent pour une région comme la nôtre. Cette nouvelle ère nous appartient si nous savons saisir l'occasion.